

María Susana Muhamad González, ministre de l'Environnement et du Développement durable

Nous invitons tous les pays de l'Union africaine à venir à la COP16 en Colombie sur la convention sur la biodiversité. Nous invitons le monde à faire la paix avec la nature. La nature n'est pas notre ennemie, nous sommes dans cette bataille contre la nature et cela crée en réalité un coût élevé pour l'avenir de l'humanité.

Il est temps de faire la paix avec la nature, ce qui signifie changer notre façon de produire et de consommer, mais aussi de respecter les droits de l'homme et de travailler avec tous les pays en faveur de la paix mondiale afin que les conflits ne nous détournent pas de cette horloge qui tourne contre nous.

Bienvenue en Colombie.

Mauricio Rodríguez, Directeur Unidad Solidaria, Gouvernement Colombien

Depuis le gouvernement de la République de Colombie, depuis l'Unité administrative spéciale des organisations de solidarité, nous souhaitons adresser nos salutations fraternelles à toutes les personnes des gouvernements et des organisations qui font partie du Forum Africain de l'Économie Sociale et Solidaire. La Colombie s'est engagée dans l'élaboration de la résolution 77.281 de 2023 des Nations Unies avec toute sa rigueur. Elle le fait parce que l'expérience de notre pays a été encouragée et renforcée par les organisations de l'économie solidaire, de l'économie sociale, populaire et communautaire.

Pendant des années, nos peuples et nos communautés ont lutté collectivement pour l'accès à leurs droits. Dans le gouvernement du changement, nous concrétisons les demandes de milliers de familles qui, par l'intermédiaire de leurs organisations et coopératives, ont lutté pour l'accès à la terre, l'accès à l'alimentation, la protection de l'eau, le travail décent, la protection et le développement des droits des femmes, des jeunes, des peuples indigènes et des afro-descendants. Notre engagement est de matérialiser ces luttes à travers les politiques publiques, à travers notre Plan National de Développement et l'Agenda pour l'Associativité Solidaire pour la Paix, qui est le nom de la politique que nous développons dans ce gouvernement pour encourager les personnes à s'organiser dans le secteur de la solidarité, que ces organisations s'unissent pour créer des circuits associatifs solidaires et que de véritables transformations puissent être réalisées dans nos territoires.

En Colombie, nous avons travaillé à un profond processus de réorganisation institutionnelle afin de donner du pouvoir et de la voix aux organisations de l'économie solidaire, populaire et communautaire. Il convient de garder à l'esprit qu'il s'agit du premier gouvernement populaire de notre histoire républicaine, de la première fois que les organisations de solidarité, les organisations populaires et les mouvements sociaux partagent l'intégralité de l'agenda de ce gouvernement. Cela implique un dialogue permanent et fluide pour construire la politique, une logique de gouvernance qui implique un dialogue avec eux.



Intercontinental network
for the promotion of social
solidarity economy
Réseau intercontinental de
promotion de l'économie
sociale solidaire
Red intercontinental de
promoción de la economía
social solidaria

En 2023, nous avons organisé 59 assemblées régionales pour élaborer avec les organisations les programmes de transformation, les programmes de changement, les engagements de production dans les territoires afin de promouvoir la commercialisation de ces produits, l'industrialisation solidaire, le tourisme et la chaîne de production de ces organisations dans chacun des territoires de Colombie. Le dialogue fluide que nous avons construit est basé sur ces accords. Nous considérons que l'accord est le moyen de matérialiser l'action collective des organisations populaires avec l'action institutionnelle d'un gouvernement.

Aujourd'hui, l'économie sociale et solidaire est au cœur des politiques du gouvernement colombien, que ce soit pour mettre en œuvre la réforme agraire, une dette de plus de 100 ans, ou pour développer les villes grâce à une industrialisation solidaire, ou encore pour protéger nos sources d'eau, car ce pays possède une énorme diversité, la troisième plus grande diversité au monde. Et bien sûr, pour la défense des droits de l'homme et la défense des communautés. Depuis de très nombreuses années, nous subissons la politique d'extractivisme, le déplacement de nos populations, l'incitation à la violence et à la guerre.

Nous nous trouvons à un moment où l'économie solidaire, l'agenda du gouvernement national et ces accords avec le mouvement de solidarité nous permettent de progresser dans la concrétisation de la justice sociale, de la justice environnementale, de la redistribution économique et, bien sûr, de la reconnaissance des droits des populations qui ont été historiquement oubliées. Le gouvernement de notre président Gustavo Petro et de notre vice-présidente Francia Márquez a mis en place une série de mécanismes visant à accroître la participation des organisations de l'économie solidaire à la gestion publique. Le premier d'entre eux, peut-être le plus important, sont les alliances public-populaire, où le gouvernement et les organisations se réunissent pour développer des projets qui génèrent un véritable impact territorial.

C'est pourquoi nous marchons main dans la main avec les organisations, en mettant en place des processus de transition énergétique, des processus de protection de notre richesse naturelle, environnementale et culturelle, et nous mettons en place des processus d'industrialisation solidaire grâce à la diversité agricole de notre pays. Bien entendu, les accords portent également sur la revitalisation de la vie des villes, car nombre d'entre elles sont également en proie à une profonde dépression économique. L'économie solidaire a donc réussi à s'insérer au cœur de la politique.

Bien sûr, nous avons encore d'énormes défis à relever. Nous devons augmenter le crédit aux organisations coopératives, ce qui implique la mise en place de politiques qui profitent à un plus grand nombre et génèrent une véritable démocratisation financière. Nous devons également supprimer les obstacles auxquels se heurtent les organisations afin qu'elles puissent accroître leur capacité de transition vers l'industrie, vers la commercialisation nationale et internationale.



Intercontinental network
for the promotion of social
solidarity economy
Réseau intercontinental de
promotion de l'économie
sociale solidaire
Red intercontinental de
promoción de la economía
social solidaria

La Colombie est un pays avec une économie primaire et un faible niveau d'industrie. Le défi consiste à placer l'économie solidaire au centre de ces processus d'industrialisation et d'inclusion démocratique dans les banques coopératives, la finance et le crédit pour l'économie populaire. C'est l'un des grands engagements du gouvernement national dirigé par le président Gustavo Petro.

En outre, nous travaillons à l'intégration de l'économie solidaire dans nos systèmes éducatifs. Pendant de très nombreuses années, l'éducation coopérative a été exclue des programmes scolaires et universitaires. Aujourd'hui, nous faisons en sorte que cette formation à la coopération, à l'entraide, revienne dans les classes, que nous puissions créer des coopératives avec les enfants de nos écoles et que ces enfants, dès leur plus jeune âge, soient intégrés dans le modèle de l'économie solidaire, car la coopération est l'avenir de la justice sociale et de la justice économique dans le monde.

Et bien sûr, nous devons être prêts à opérer un changement de génération. Nous travaillons également avec des populations qui ont connu la guerre, la violence et la victimisation. Ces populations se sont organisées et continuent de s'organiser pour renforcer leur capacité collective d'entrepreneuriat territorial, pour développer des processus économiques qui leur permettent de rendre la vie de leurs communautés plus digne.

Il s'agit là d'un engagement central de ce gouvernement. Bien sûr, les ressources dont nous disposons sont limitées, mais nous avons un travail interinstitutionnel de l'ensemble du gouvernement national, coordonné directement depuis la présidence de la République, pour permettre à chacun des domaines du gouvernement de s'impliquer dans le développement de l'économie sociale et solidaire. En Colombie, nous avons 6 millions de personnes liées à l'économie sociale et solidaire, mais avec ce gouvernement et cet engagement à augmenter le coopérativisme productif rural, le travail de marketing et d'organisation des économies populaires dans les villes, le travail des jeunes dans les écoles et bien sûr le renforcement de toutes les chaînes productives territoriales, nous pensons que d'ici la fin de notre gouvernement, nous pourrions atteindre 12 millions de personnes liées aux organisations de l'économie sociale, solidaire et populaire.

Il s'agit d'un défi décisif, celui de laisser une plus grande capacité installée, des organisations plus fortes et une politique solide en cours de développement afin que l'économie solidaire puisse remplir le rôle que les Nations Unies lui ont donné et que les gouvernements lui donnent en termes d'amélioration des conditions de vie de leurs populations dans tous les coins du monde. Unité solidaire. Construire des territoires solidaires.



Intercontinental network
for the promotion of social
solidarity economy
Réseau intercontinental de
promotion de l'économie
sociale solidaire
Red intercontinental de
promoción de la economía
social solidaria